



CONSTRUIRE LA

VILLE EQUATORIALE DURABLE

## Démarches participatives dans l'Ouest guyanais

Le 17 septembre 2019 au Collège Léodate Volmar

Saint-Laurent-du-Maroni





Jeudi 17 septembre 2019, la Direction de l'Aménagement, de l'Environnement et du Logement de la Guyane (DEAL) a organisé avec l'Établissement Public Foncier d'Aménagement de la Guyane (EPFAG) et la Ville de Saint-Laurent-du-Maroni une matinée de présentation des « démarches participatives » mises en place sur le bassin de St-Laurent.

Durant cette matinée, plusieurs représentants des collectivités locales (St-Laurent, Mana), de l'Etat (sous-préfecture de St-Laurent, DEAL, ministères de la Transition Écologique et Solidaire et de la Cohésion des Territoires), de l'EPFAG et des associations étaient présents pour échanger sur les objectifs et les pratiques de ces démarches participatives dans l'Ouest guyanais.

Le nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) et l'opération d'intérêt national (OIN) sont les principaux supports des bonnes pratiques présentées lors de cette matinée.

Le public pouvait également découvrir les panneaux pédagogiques réalisés pour l'occasion, présentant les dispositifs à l'œuvre sur le territoire de l'Ouest guyanais : Action Cœur de Ville (ACV), nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) et l'Opération d'Intérêt National (OIN). Les techniques de concertation employées étaient illustrées sur des panneaux pour quelques quartiers pionniers.

### LE PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN

LE NPNRU EST UN DISPOSITIF MOBILISÉ POUR ACCOMPAGNER LA VILLE DE SAINT-LAURENT-DU-MARONI DANS LA TRANSFORMATION PROFONDE DES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA SOLITUDE DE LA VILLE.

IL EST PILOTÉ PAR L'AGENCE NATIONALE DE RENOUVELLEMENT URBAIN (ANRU), DEUX AUTRES COMMUNES DE LA GUYANE (CAYENNE ET MATOURI) EN BÉNÉFICIAIRE.

LES QUARTIERS DE SAINT-LAURENT CONCERNÉS PAR LE PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN SONT DÉLIMITÉS EN ROUGE SUR LA CARTE CI-DESSOUS.

Les principes fondamentaux autour duquel l'élaboration de ce projet urbain s'est :

- co-construire une identité positive du territoire, et se doter d'une ambition élevée qui s'inscrit dans une stratégie globale durable (environnementale, sociale, économique et culturelle).
- répondre aux formes actuelles de la production de l'espace en tenant compte des enjeux de développement durable, notamment des projets de diversification de l'économie.
- soutenir des projets d'aménagement et de services pour améliorer le cadre de vie des habitants, notamment les conditions de logement et lutter contre l'insécurité.

**PROJET** QU'IL A GAGNÉ, L'AMBIITION, LA PRÉCISION

Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4
Diagnostic initial	Identification des enjeux stratégiques	Élaboration d'un projet d'aménagement et de services	Signature de la convention
Diagnostic initial	Identification des enjeux stratégiques	Élaboration d'un projet d'aménagement et de services	Signature de la convention
Diagnostic initial	Identification des enjeux stratégiques	Élaboration d'un projet d'aménagement et de services	Signature de la convention
Diagnostic initial	Identification des enjeux stratégiques	Élaboration d'un projet d'aménagement et de services	Signature de la convention

### LE PROGRAMME NATIONAL ACTION CŒUR DE VILLE

LE PROGRAMME NATIONAL ACTION CŒUR DE VILLE VISE À ACCOMPAGNER LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DANS LEUR PROJET DE TERRITOIRE.

IL EST PILOTÉ PAR LE MINISTÈRE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES ET DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES.

DEUX COMMUNES DE LA GUYANE EN SONT BÉNÉFICIAIRES : CAYENNE ET SAINT-LAURENT-DU-MARONI.

Le projet Action cœur de ville de Saint-Laurent-du-Maroni (ACV) a vocation à structurer les axes sectoriels et transversaux suivants :

- 1 développer une offre attractive de l'habitat en centre-ville,
- 2 favoriser un développement économique et commercial équilibré,
- 3 développer l'accessibilité, la mobilité et les connexions,
- 4 mettre en valeur les patrimoines urbains, paysagers, culturels et les parcs publics,
- 5 fournir l'accès aux équipements et services publics,
- 6 mettre en œuvre la transition énergétique, l'innovation, le recours au numérique et améliorer le cadre de vie.

Il s'agit d'orienter l'avenir du centre-ville dans ses dimensions habitat, économique, patrimoniale, culturelle et sociale.

Le projet Action cœur de ville est complémentaire au projet de renouvellement urbain du nouveau programme national de rénovation urbaine dont bénéficie également la ville de Saint-Laurent-du-Maroni.

Son élaboration se fait en deux temps :

- Phase d'élaboration en 2018
- Phase de déploiement en 2019

### L'OPERATION D'INTÉRÊT NATIONAL (OIN) DE L'OUEST GUYANAIS

AFFIRMER UNE STRATÉGIE DE TERRITOIRE INCLUANT L'ENSEMBLE DES PARTENAIRES, POUR UNE GOUVERNANCE ET PROJET PARTAGÉ

APPORTER DES RÉPONSES ADAPTÉES POUR L'AMÉNAGEMENT, LE LOGEMENT, L'ACTIVITÉ, L'ÉCONOMIE, LES TRANSPORTS, LES ÉQUIPEMENTS PUBLICS.

INNOVER POUR CONSTRUIRE LA VILLE AMAZONNIÈRE DURABLE

**PRÉFÈRENCES OIN**  
COMMANDE DE COMMUNES DE L'OUEST GUYANAIS (OIN)  
MISE EN ŒUVRE DE 2018 À 2024

**21 CHARVEIN**  
- services  
- commerces  
- administrations  
- logements  
- Grand Port Maronien

**22 MARGOT**  
- centres parcs  
- services  
- équipements  
- équipements publics  
- châteaux d'eau

**23 MALGACHES**  
- services  
- commerces  
- administrations  
- logements  
- Grand Port Maronien

**24 JAVOUHEY**  
- logement  
- réhabilitation du logement  
- formation



### ***Aller plus loin que l'aspect réglementaire***

Pour aller plus loin que les formes participatives classiques ou réglementaires, consistant plutôt en des dispositifs d'information, les acteurs locaux et notamment la Mairie de Saint-Laurent-du-Maroni et l'Établissement public foncier de Guyane (EPFAG), réfléchissent à une stratégie de concertation originale, plus adaptée au territoire et à ses habitants.

### ***Placer l'habitant au cœur des réflexions***

La question de la vie du quartier, des usages qui en sont faits par ses habitants, du lien social renforcé, est prépondérante. Il s'agit également de désamorcer des conflits d'usage et d'encourager des formes de convivialité. Les attentes des citoyens traduisent une évolution de la manière dont ils se projettent dans l'avenir, et dans la vie locale. C'est aussi pour les services de l'État une question de santé publique, d'égalité citoyenne, de respect de l'être humain que de proposer une vie décente.

### ***Accompagner ces démarches***

Les politiques ministérielles visent à intégrer les démarches participatives dans les projets, notamment via l'ANRU (agence nationale pour la rénovation urbaine) qui apporte des conseils et des financements pour faire participer au maximum les habitants des quartiers en rénovation urbaine : Le quartier de La Charbonnière à Saint-Laurent en est l'exemple emblématique. La démarche écoquartiers, que l'on souhaite développer dans les quartiers OIN et dans les quartiers d'habitat spontané, là où ce sera possible, préconise fortement l'association des riverains et des habitants actuels ou futurs aux réflexions et à la construction de ces quartiers.

***« La ville durable ne pourra se construire qu'avec des habitants et des acteurs motivés »***



Yves Dareau, Sous-Préfet de Saint-Laurent-du-Maroni  
Eric Audouin, Directeur des services techniques de la Ville de Saint-Laurent-du-Maroni

## **Penser une stratégie adaptée aux habitants et à leur territoire**

Les enjeux de développement de l'Ouest guyanais dans les prochaines années ne sont plus à démontrer : explosion démographique, besoin de développement économique... Tout l'enjeu est de réussir à vivre-ensemble dans un environnement multi-culturel.

Plusieurs réflexions intègrent déjà des démarches visant à associer les habitants et les usagers à la rénovation ou à la construction de leurs quartiers.

Il s'agit maintenant de passer à une phase plus opérationnelle, à l'action, avec des projets d'aménagement respectueux des richesses du territoire, et surtout des modes de vie de ses occupants.

***« Nous avons besoin d'une adaptation des normes réglementaires, en travaillant avec les associations, qui ont déjà réfléchi à ces problématiques. Il est temps de sortir de la réflexion et de passer à l'action »***



Françoise Pieribattesti, chargée de mission ville équatoriale durable à la DEAL

## Pourquoi faire participer les habitants à un projet ?

La participation renforce les liens entre les institutions politiques et les citoyens, assure l'adéquation du projet avec les aspirations des habitants et apporte de la transparence et de la lisibilité sur le futur de sa commune, de son lieu de vie.

**« Faire participer les habitants, c'est assurer l'adéquation du projet avec les aspirations citoyennes »**

On distingue généralement 3 types de participation :

**INFORMATION** : sensibiliser la population sur un projet.

**CONSULTATION** : demander l'avis de la société civile, sans obligation de prise en compte par le décideur. Plusieurs formes possibles : enquête publique, débats publics, référendums...

**CONCERTATION** : instaurer un dialogue entre les parties-prenantes du projet. Le porteur de projet reste décideur, mais s'engage à motiver ses choix. Transparence.

L'objectif de la concertation est d'instaurer un climat de confiance avec les citoyens. Cela demande du temps et des personnes motivées. Le portage par les élus est indispensable car ils doivent être un appui pour l'équipe projet, et une caution pour les citoyens.

L'implication des publics concernés est essentielle, il faut diversifier les canaux de communication : Adapter ses outils aux publics, aller à la rencontre des habitants (marchés, porte à porte, stands sur certains événements...), le tout en cherchant à instaurer une certaine convivialité.

Si le processus n'est pas reconnu par les habitants, les risques de suspicion et de démobilitation arrivent rapidement, et décrédibilisent le projet dans son ensemble.

Si elle est bien menée, cette démarche permet une appropriation du quartier par les habitants et futurs habitants, et d'imposer par cette implication un « respect » du quartier, puisque celui-ci correspond à leurs attentes et à leurs besoins.

**« Quand les habitants se saisissent de leur quartier, les collectivités en ressentent l'impact. Le quartier est mieux géré »**

Qu'il s'agisse d'un projet neuf ou d'une rénovation urbaine, le but est de prendre en compte l'ensemble des usagers et des partenaires du projet, de concerter avec les habitants des quartiers environnants, avec le tissu associatif, les élèves, les commerçants.

La concertation peut être réalisée très en amont dans le projet et s'appliquer à toutes les étapes, y compris une fois le projet réalisé.

Pour ce faire, il est possible de s'appuyer sur des organismes existants ou à créer : Comités de quartier, Conseils citoyens, Maisons de projet...

La collectivité est elle aussi invitée à créer un service dédié en son sein, avec commissions internes, formation d'équipes, utilisation d'outils spécifiques...



### **En Guyane, la mobilisation est-elle plus difficile ?**

Pas spécialement plus qu'ailleurs. C'est toujours une question d'outils, et d'approche. Il faut savoir identifier les habitants les plus impliqués.

Comme le souligne M.Dareau, Sous-Préfet, « 30% de la population [de St-Laurent] vit dans les quartiers informels.

*Il faut nécessairement travailler sur ce sujet, en lien avec les premiers concernés. (...) La réflexion doit se faire avec les habitants.*

*Pour autant, tout n'est pas réalisable, et ne peut se faire qu'avec une population en situation régulière... ».*

Une affirmation appuyée par la directrice du service urbanisation de St-Laurent, dont la commune « s'attache à entrer dans une démarche de concertation, pour que le projet urbain soit partagé par l'ensemble de la population. »

### **Les habitants peuvent-ils devenir réellement constructeurs de leur quartier ?**

La conception et la construction d'un quartier reste l'œuvre de professionnels. Des habitants peuvent être à l'origine et très impliqués dans un projet mais nous ne sommes pas encore au stade où les habitants prennent en main la construction de leur quartier.

### **Existe-t-il un risque de gentrification ?**

Oui. Mais c'est aussi ce que nous voulons éviter. L'idée est de prendre en compte la situation des gens et leur proposer (à travers des circuits courts, des moyens de vivre décemment), de rester à l'endroit où ils se sont installés.

### **Ces démarches sont-elles éprouvées ou en sommes-nous encore au stade de l'élaboration ?**

En Guyane, il manque encore de nombreuses données pour dresser un « mode d'emploi » exhaustif de la démarche. D'où la nécessité de réunir les acteurs (élus, services de l'Etat) et d'échanger autour des pratiques et des expériences.

### **Prenons-nous suffisamment en compte l'identité culturelle des populations des quartiers dans la construction de ces 'nouveaux' quartiers ?**

L'Audeg travaille justement sur les modes de constructions, sur l'impact sociologique et l'organisation architecturale des quartiers en Guyane. Ces données sont nouvelles, mais elles montrent bien qu'il y a un effort de prise en compte des techniques de constructions. Nous avons beaucoup d'études, beaucoup de données, mais il est temps de passer à l'acte.





## La démarche EcoQuartier, un soutien aux démarches participatives



Hélène Becquembois,  
chargée de mission EcoQuartiers et nature en ville à la  
DHUP

### **La démarche**

La démarche EcoQuartier est avant tout une façon d'aborder un projet en s'appuyant sur son territoire, en intégrant ses contraintes et ses atouts.

Elle s'appuie sur un référentiel permettant de se poser les bonnes questions dès l'amont du projet. Au-delà des aspects physiques (topographie, hydrographie), urbanistiques (lien avec la ville existante, besoins d'équipements), l'aspect humain est abordé, dès l'engagement n° 2.

La collectivité souhaitant suivre cette démarche s'engage en signant une charte (étape 1 de la démarche). Cela lui permet de signifier à ses partenaires sa volonté de répondre aux attentes du territoire en prenant en compte la gouvernance élargie, le cadre de vie, le développement territorial et l'environnement.

### **Le label**

Si elle souhaite aller plus loin, valoriser ses expérimentations, être reconnue au niveau national, elle peut s'engager dans le processus de labellisation qui comporte 4 étapes :

Etape 1 : EcoQuartier en projet : signature de la charte (8 chartes signées en Guyane)

Etape 2 : EcoQuartier en chantier (2 quartiers en Guyane)

Etape 3 : EcoQuartier livré

Etape 4 : EcoQuartier confirmé

### **Les outils**

- **UN CLUB** régional et national pour échanger sur les pratiques et innovations
- **DES PARTENAIRES** diffusent la démarche dans leurs propres réseaux. Citons les principaux : CGET - ANRU - PNR - ADEME - Cerema - Unam - FNAU - ANH (et d'autres à venir)
- **UNE PLATEFORME** [www.ecoquartiers.logement.gouv.fr](http://www.ecoquartiers.logement.gouv.fr) est le « socle de la démarche EcoQuartier sur le web. » Elle permet de recenser toutes les informations utiles sur la démarche pour le grand public et les acteurs. Possibilité d'y retrouver une documentation thématique et de communiquer entre les porteurs de projet, les partenaires et les institutionnels. Possibilité de l'enrichir avec des éléments concernant la Guyane.



## Le quartier CHEKEPATTY

**CHEKEPATTY**

**AMÉLIORER LE CADRE DE VIE DES HABITANTS PAR DES ACTIONS PEU ONÉREUSES ET RAPIDES**

Une phase de travail de terrain (rencontres, diagnostics, inventaire patrimonial, échanges) menée par le Maroni Lab a permis d'établir un diagnostic sur les besoins des habitants et de qualifier et leur capacité à évaluer pour son amélioration.

En raison de l'urgence de certains besoins (accès à l'eau, réseaux électriques, chauffage) des projets de travaux ont été engagés rapidement et peu coûteux doivent être réalisés, en parallèle d'une réflexion menée sur le long terme pour la restructuration du quartier (sans ces petites actions avant réhabilitation).

**DÉVELOPPER UNE CONSCIENCE DE QUARTIER POUR CONSTRUIRE UN PROJET COLLECTIF**

Le travail de terrain mené par le Maroni Lab dans le quartier spontané de Chekepatty à Saint-Laurent, a permis l'implication des habitants en temps réel de propositions et de réflexion entre les habitants.

Ces échanges ont permis de faire émerger la phase d'identification de projet, qui sera en amont de la mise en œuvre.

En parallèle, dans un cadre de concertation de proximité, une citoyenneté urbaine, une culture de l'échange et une conscience collective du territoire ont permis de faciliter l'implication et la participation des habitants à venir.

**AMÉLIORER LE CADRE DE VIE DES HABITANTS PAR DES ACTIONS PEU ONÉREUSES ET RAPIDES**

L'objectif est d'améliorer, avec les habitants et les associations, le cadre de vie en intervenant sur des actions peu coûteuses et rapides à mettre en œuvre. Ces actions sont destinées à améliorer le cadre de vie des habitants et à leur permettre de mieux vivre dans leur quartier.

La réflexion doit être menée à l'échelle du quartier et non pas à l'échelle de l'habitat individuel. Le projet est financé par la commune de Saint-Laurent et le Département de la Guyane.

Logos: République Française, Région Guyane, Epfa Guyane, Maroni Lab.



Joana Olier,  
Directrice du Maroni Lab

### Le rôle du Maroni Lab

Le Maroni Lab, « laboratoire urbain » imaginé par des étudiants et porté par l'EPFAG et la commune de St-Laurent, a mené un travail de terrain pour savoir si les propositions qui avaient été faites par les urbanistes étaient en accord avec les attentes des habitants.

Plusieurs enquêtes ont été réalisées en visitant les lieux et en interrogeant un maximum de personnes, ce qui a pu mettre en évidence des solutions techniques aux problèmes soulevés.

**« Faire participer, ce n'est pas dire 'qu'est ce qui ne va pas dans le quartier ?' mais plutôt 'qu'est ce que vous voudriez pour votre quartier ?' »**

Des initiatives prises par les habitants étaient déjà en place. Nous avons observé des « petites techniques locales » pour améliorer la circulation et la vie dans le quartier.

Pour l'instant, nous ne sommes pas encore passés à la phase opérationnelle, de mise en œuvre de nos résultats. Mais déjà, ces temps d'échange nous ont permis de mettre en lumière les méthodes d'approche, de conscientisation et in fine d'implication des habitants.

A St-Laurent, les quartiers spontanés sont enclavés. Les gens n'en sortent pas, et les autres habitants n'y vont pas.

Il y a une réflexion à mener sur des 'promenades', sur les échanges entre les quartiers, en faveur d'un projet plus global qui engloberait tout le territoire communal.

Le quartier Chekepatty se situe sur le territoire de St-Laurent du Maroni. Les habitants sont déjà présents, mais dans l'illégalité. Bien qu'en l'absence d'autorisation, ils ne sont pas installés sur un terrain à risque.

Le projet vise à limiter la croissance de l'habitat spontané en engageant un processus de sécurisation foncière. Il est entièrement intégré à la zone OIN24 de Saint-Laurent.

Pour intégrer ce quartier à la ville, les porteurs de projet ont tout intérêt à s'appuyer sur les constructions et les aménagements existants, qui sont plutôt qualitatifs, en tous cas adaptés au mode de vie.

L'idée est de régulariser les habitants, si possible, de réaménager la trame viaire, de les raccorder aux réseaux (eau, électricité) et de les aider à rénover leur habitat, via une auto-réhabilitation.



## Le quartier de LA CHARBONNIERE



### ASPECTS NÉGATIFS



- Lieu peu accueillant (manque d'aménagement)
- Déchets et encombrants nombreux
- Manque de marquage au sol
- Circulation des individus dangereuse
- Accotement inapproprié aux piétons
- Peu d'espaces verts
- Commerces illicites importants (vente de nourriture, boissons alcoolisées sur le trajet des élèves)

Ce quartier incontournable de St-Laurent a fait l'objet d'une présentation par 3 élèves de la classe de 3<sup>e</sup> D du collège Volmar et leur professeur.

Ils ont relevé des aspects intéressants de leur quartier (jeunesse, attractivité, commerce, Albina), mais aussi aspects négatifs (voir ci-contre).

Pour remédier à cela, ils ont listé quelques propositions à l'attention des autorités :

- construire des trottoirs aux abords des écoles ;

- installer des panneaux de signalisation ;
- installer des poubelles publiques (et en assurer l'entretien) ;
- recycler les pneus usagés pour décorer le quartier ;
- construire une maison de quartier ;
- développer les jardins collaboratifs ;
- réhabiliter le patrimoine culturel ;
- et... inclure les jeunes dans l'aménagement de leur quartier, en mettant par exemple en place un réseau de réflexion entre les établissements scolaires de la commune.

Le travail de ces collégiens a été unanimement applaudi et les acteurs de la commune souhaitent que les jeunes soient davantage impliqués dans la participation collective pour la mise en place d'une ville durable. Ceux-ci ont accueilli la proposition avec intérêt, demandant aux élus et services de l'Etat **« un engagement maximal en faveur de la jeunesse guyanaise. »** Ils ont également souhaité que d'avantage d'échanges, de transparence et de collaboration soient permis pour les futurs projets d'aménagement de St-Laurent.

**« Nous avons participé à des mayouris avec nos familles pour nettoyer le quartier, ajouté des panneaux pour sensibiliser à la pollution. Plus nous sommes nombreux à faire des choses, et plus vite les choses avanceront. Nous ne pouvons pas faire seuls. Il faut que tout le monde fasse sa part »**

Les élèves de 3<sup>e</sup> D du collège Léodate Volmar :  
 Jimmelsa Asoman  
 Cheyenne Doedoe  
 Micha Gravenberch

Et leur professeur Mme Hilaire





## Le quartier de LA CHARBONNIERE



La Charbonnière est un quartier emblématique de la ville, avec un certain passif. Plusieurs réunions publiques ont eu lieu avec des annonces, voire des promesses, sans que les habitants n'y constatent le moindre changement. Il faut maintenant apporter des éléments concrets.

**« Les gens ont besoin de sentir que les choses avancent véritablement »**

Il reste encore un travail sur les propositions d'aménagement et les modes d'intervention avant de passer à la phase opérationnelle, avant d'annoncer le démarrage des travaux. Il existe un décalage entre le temps de maturation d'un projet, le temps électif de la Collectivité, et le temps des habitants.

**« Nous souhaiterions, idéalement, que les habitants prennent part eux-mêmes à l'amélioration de leur logement, de leur quartier »**

Pour l'aménageur, nous sommes plus dans une démarche d'information que de concertation

Nous recueillons les besoins des habitants, et nous recensons les actions qui sont menées dans le quartier.

Cette expertise des habitants est complémentaire de celles des « sachants » (architectes, urbanistes, décideurs politiques...) et nous permet de faire des propositions qui soient plus en adéquation avec les attentes des citoyens.

Sur la Charbonnière, nous avons essayé de mettre en œuvre cette concertation avec les habitants, « pour le moment, il y a surtout eu de l'information plus que de la consultation. »

Pour M Hersemul, il demeure difficile de structurer cette démarche dans la durée, car il est compliqué de mobiliser les gens régulièrement. Il faut avoir suffisamment de contenu et d'éléments concrets à leur proposer pour entretenir cette dynamique et garder les liens de confiance.

Une étude sera prochainement présentée aux habitants de la Charbonnière pour recueillir leur avis sur la faisabilité de l'intervention que l'EPFAG compte réaliser en auto-construction et/ou auto-rénovation...

Benoit Hersemul, chargé de développement habitat à l'EPFAG, répond aux élèves





## Le carbet des Associations au VILLAGE CHINOIS



Juan David, coordonnateur du « carbet des associations » et Eric Abese, médiateur et habitant du quartier

Considéré comme une « Zone À Défendre » par ses habitants, le quartier regroupe de nombreuses personnes en situation illégale dans des habitations insalubres, ce qui en a fait pendant longtemps le terreau des trafics, de la violence, et d'une grande souffrance.

Le projet du Carbet des Associations de créer le tout premier Espace de Vie Sociale de l'Ouest guyanais, a mis du temps à être accepté, puisqu'il a fallu « conscientiser » les habitants afin de légitimer le projet.

Il aura fallu que quelques-uns, comme Eric, se saisissent de l'idée, pour que celui-ci devienne bientôt réalité (inauguration du Carbet prévue pour la fin 2019).

En procédant ainsi, en incluant toutes les couches de la population d'un quartier à sa revalorisation, il est possible de parvenir à impliquer durablement les habitants, et les inciter à respecter et améliorer leur espace de vie.

**« Les habitants n'ont pas naturellement compris cette idée que collectivement, il est possible de changer les choses »**

En outre, fédérer les gens autour de la qualité de vie de leur quartier permet également d'améliorer la sensibilisation à certaines questions dont les habitants ne s'étaient pas saisis (pollution, parentalité, souffrance, économie...)

Par exemple, le nettoyage du fleuve par les « gardiens du fleuve » - des piroguiers sensibilisés à la pollution de leur ressource naturelle - est devenu plus fréquent, améliore les conditions de travail, et limite la pollution sur les rives du Maroni.

*« Le projet du Carbet des Assos est important pour mon quartier.*

*En tant que jeunes, nous vivions au jour le jour, nous n'avions pas conscience de notre rôle.*

*Rien de ce qui se passait dans la ville ne nous intéressait. Nous ne faisons pas de réunions dans le quartier, mais depuis un an, les gens viennent aux réunions, proposent, parlent de leurs problèmes.*

*C'est un changement très important et positif pour le quartier. La population se saisit de ces questions, une fois qu'on lui a fait comprendre ce qui est envisagé, ce qui va se passer dans son quartier, dans sa ville. »*

Nous avons d'abord lutté contre les a priori sur le milieu associatif : Ce n'est pas « que » pour les enfants.

Nous avons ensuite travaillé sur la culture puis diversifié nos actions. Aujourd'hui, 70 % de nos interlocuteurs sont des adultes pro-actifs qui souhaitent connaître et participer aux projets du quartier.

Désormais, et avec l'arrivée de cet Espace de Vie Sociale, des projets - urgents - comme la construction de terrains de sport, la lutte contre la toxicomanie, ou la prise en charge des personnes dépendantes commencent à faire partie des choses pour lesquelles les habitants du Village Chinois se mobilisent.



## Le quartier de CULTURES-FATIMA



L'EPFAG a détaillé la mission qui lui avait été confiée par la Ville de Saint-Laurent-du-Maroni : Définir un projet qui permettra de relier le quartier des Cultures à la route de Fatima, en pensant un développement urbain maîtrisé et soutenable.

La Ville a déjà défini une stratégie et un programme d'aménagement urbain pour les prochaines années à travers son Plan-Programme.

Le secteur de Cultures-Fatima est un emplacement stratégique, en entrée de ville, pour répondre à l'accroissement des besoins démographiques.

Toutefois, les opérations de construction de logements peuvent perturber les habitudes agricoles que l'on retrouve aux abords de St-Laurent, les milieux naturels, les secteurs déjà occupés.

Aussi, nous avons sollicité les habitants pour recueillir leurs attentes et se diriger vers un projet partagé.

En novembre 2018, nous avons réalisé plusieurs « diagnostics en marchant » ainsi que des ateliers dans les maisons de quartier de la commune. Cela a constitué la première étape de la concertation.

## Les grandes étapes et les objectifs de la concertation

### ETABLIR UN ETAT DES LIEUX PARTAGE

- Quels sont les usages des lieux ?
- Quels aménagements fonctionnent aujourd'hui ?
- Lesquels valoriser ?
- Quels sont ceux que l'on peut améliorer ?

### DEFINIR LES GRANDS PRINCIPES DU PROJET

- Que veut-on pour le quartier de demain ?
- Quel aménagement, usages, ambiances ?

### ENTRER DANS LE DETAIL DU PROJET

- Quels travaux prioritaires ?
- Quel calendrier ?



Cette matinée a permis aux acteurs de l'urbanisme, de la ville durable, et du vivre-ensemble, de partager leurs expériences et de mieux connaître les premières tentatives pour faciliter la participation citoyenne.

Les participants ont souligné les difficultés à mettre en place une réelle concertation, dont l'objectif pourrait aller jusqu'à la co-construction :

- La barrière de la langue ;
- La situation administrative de certains habitants les poussant parfois à rester en retrait, de peur d'être mis en danger (sans-papiers, habitats spontanés, etc.) ;
- Le manque d'implication des services communaux ou de l'Etat ;
- Le manque de volonté des décideurs pour faire participer les habitants ;
- La difficulté de définir « le projet urbain » qui doit être au service d'un « projet social » lui aussi délicat à définir compte tenu de la composition de la population sur l'Ouest guyanais ;
- L'inadaptation de certains dispositifs métropolitains à la Guyane ;
- La difficulté des habitants - compte tenu de leurs ressources - à se projeter ;
- La fragilité du processus : « *un drame, une incompréhension, et tout peut tomber à l'eau.* »

Mais ces difficultés sont surmontables, puisque plusieurs acteurs associatifs ont noté un changement de paradigme (et donc une plus grande implication) de la part des municipalités lorsque les habitants participent à la concertation.

Idem, lorsqu'un projet aboutit, cela renforce la confiance des habitants vis-à-vis de ce type de démarche, les rendant donc plus enclins à s'investir pour leur quartier et à comprendre tout l'enjeu.

## Contact :

DEAL Guyane  
Service aménagement, urbanisme, construction, logements  
Vieux Port  
97306 CAYENNE Cedex  
[aucl.deal-guyane@developpement-durable.gouv.fr](mailto:aucl.deal-guyane@developpement-durable.gouv.fr)  
Tél : 05 94 39 80 57

## En savoir plus sur :

[www.guyane.developpement-durable.gouv.fr](http://www.guyane.developpement-durable.gouv.fr)  
rubrique ville durable